

CONSEIL TERRITORIAL CENTRE-SUD – SDEA

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 24 JUIN 2015 A LA SALLE DES FETES DE KOLBSHEIM

Sous la présidence de M. Adrien BERTHIER

Membres présents : MM.

Pierre **GEIST**
Patrick **DECK**
François **JEHL**
Jean-Marc **MAHON**
André **BIETH**
Philippe **WANTZ**

Membres absents : MM.

Pierre **GRANDADAM** (pouvoir à M. Adrien BERTHIER)
Christian **ADAM**

Assistaient en outre : MM.

Pascal **MELLIER**, Directeur Général Adjoint des Territoires du SDEA
Sébastien **BOYER**, Directeur des Territoires Centres
Frédéric **KUNTZEL**, Gestionnaire Administratif et Financier du SDEA

**PERIMETRE DE LA PETITE BRUCHE : APPROBATION DU ZONAGE DE
L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF**

VU l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU les articles R.123-1 et suivants du Code de l'Environnement précisant la forme de l'enquête publique ;

VU la délibération du Conseil d'Administration en date du 28 mai 2008 ;

VU les conclusions et avis du Commissaire Enquêteur ;

CONSIDERANT que par délibération précitée, le Conseil d'Administration avait, autorisé le lancement de l'étude de zonage collectif et non collectif ainsi que de l'enquête publique y afférente sur le périmètre de la Petite Bruche ;

CONSIDERANT que dans l'intervalle, l'enquête publique relative au périmètre de la Petite Bruche - commune d'Altorf a été réalisée ;

CONSIDERANT les conclusions et avis favorable du Commissaire Enquêteur en date du 20 janvier 2015 ;

APRES en avoir délibéré ;

**LE CONSEIL TERRITORIAL CENTRE-SUD
A L'UNANIMITE**

- **APPROUVE** le zonage d'assainissement collectif et non collectif réalisé sur le périmètre susvisé.
- **AUTORISE** M. Dany KARCHER, Président de la commission locale de la Petite Bruche, à mettre en œuvre les mesures de publicité de manière à le rendre exécutoire.

Suivent au registre les signatures des membres présents.



POUR EXTRAIT CONFORME
Délibération certifiée exécutoire
LE PRÉSIDENT DU TERRITOIRE CENTRE SUD



"La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix, BP 51038, 67070 Strasbourg Cedex) ou d'un recours gracieux auprès du Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Pour les requérants résidant outre-mer ou à l'étranger, des délais supplémentaires de recours ont été prévus par le Code de justice administrative."